

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

NÎMES, le 28/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

SAS LOUIS VIAL

20 avenue de Larzailler
42610 Saint-Romain-le-Puy

Références :

Code AIOT : 0006603529

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/07/2023 dans l'établissement SAS LOUIS VIAL implanté Les Bouillens 30310 Vergèze. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée de façon inopinée, en vue de vérifier le respect des prescriptions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°2022-083 DREAL du 14 décembre 2022, mettant en demeure la SAS VIAL de respecter les prescriptions applicables aux installations de regroupement, de transit et de traitement de déchets non dangereux de verre usagé sur son établissement de Vergèze.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS LOUIS VIAL
- Les Bouillens 30310 Vergèze
- Code AIOT : 0006603529

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société S.A.S. VIAL exploite un établissement de regroupement, de transit et de traitement de verre usagé sur son site industriel de VERGEZE.

L'installation de tri et de traitement de verre usagé est exploitée depuis plus de 20 ans sur le site de la verrerie de Vergèze, par la société Owens Illinois, dans le périmètre industriel du site exploité par Nestlé Waters Supply Sud.

L'établissement se situe en dehors des zones urbaines habitées, en bordure de la route de Vauvert et du canal de la compagnie du Bas Rhône.

L'exploitant est un sous-traitant de la verrerie. Il prépare notamment le verre usagé ménager et industriel, collecté majoritairement dans les communes de la région, pour sa réutilisation dans le four verrier. Le verre broyé nettoyé, désigné sous le terme de calcin, est utilisé par la verrerie, en remplacement des matières premières nobles (sables, carbonate de soude,...). Ce recyclage permet une économie de matières premières et d'énergie.

Le site traite au maximum 600 t de verre par jour, soit 15 000 t/mois ou environ 150 000 t/an. Le site emploie 9 personnes et fonctionne en 4 postes.

Le traitement du verre s'effectue dans une structure fermée d'une emprise au sol de 450 m² et de 15 m de hauteur. Le traitement comprend des installations de :

- criblage ;
- broyage ;
- triage manuel ;
- séparation (magnétique, optique et pneumatique).

Le stock de verre présent sur le site est de l'ordre de 5 000 t, soit environ 5 000 m³.

Le site relève, du régime de l'autorisation acquise au bénéfice de l'antériorité à la suite d'une modification de la nomenclature des ICPE.

Son fonctionnement est notamment réglementé par les arrêtés préfectoraux ci-après :

- Arrêté préfectoral n°12.035N du 04 avril 2012 (exploitation du site) ;
- Arrêté préfectoral complémentaire n°14.123N du 03 octobre 2014 (garanties financières).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Récolement aux prescriptions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°DREAL 2022-083 du 14 décembre 2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|--|--|--|---|-----------------------|
| 1 | Traçabilité des déchets entrants | AP de Mise en Demeure du 14/12/2022, article 2 | Avec suites, Mise en demeure, déchets | Lettre de suite préfectorale | 1 mois |
| 3 | Consignes de sécurité | AP de Mise en Demeure du 14/12/2022, article 2 | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription | Lettre de suite préfectorale | 1 mois |
| 4 | Formation et information du personnel. | AP de Mise en Demeure du 14/12/2022, article 2 | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription | Lettre de suite préfectorale | 2 mois |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|------------------------------|--|--|---|-----------------------|
| 7 | Entretien de l'établissement | AP de Mise en Demeure du 14/12/2022, article 2 | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription | Amende | 0 jour |
| 8 | Prévention des envols | AP de Mise en Demeure du 14/12/2022, article 2 | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription | Lettre de suite préfectorale | 2 mois |
| 9 | Emission de poussières | AP de Mise en Demeure du 14/12/2022, article 2 | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription | Lettre de suite préfectorale | 2 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|--|--|-------------------|
| 2 | Traçabilité des déchets sortants | AP de Mise en Demeure du 14/12/2022, article 2 | Avec suites, Mise en demeure, déchets | Sans objet |
| 5 | Rétentions | AP de Mise en Demeure du 14/12/2022, article 2 | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription | Sans objet |
| 6 | Normes de rejet | AP de Mise en Demeure du 14/12/2022, article 2 | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription | Sans objet |
| 10 | Conception des bâtiments et des locaux | AP de Mise en Demeure du 14/12/2022, article 2 | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des non-conformités à la réglementation applicable aux installations subsistant, la mise en demeure du 14 décembre 2022 ne pourra être levée sur ces points qu'à l'issue de la réalisation complète de toutes ses prescriptions les concernant, qui devra intervenir rapidement. A défaut, des suites

seront proposées à madame la préfète du Gard. En particulier, en ce qui concerne la propreté du site, cette visite réalisée de façon inopinée a conduit l'inspection à constater que la procédure de nettoyage périodique du site proposée par l'exploitant dans son mémoire de réponse à la mise en demeure n'est pas suffisante ou n'a pas été respectée. La prescription de l'arrêté préfectoral sur laquelle porte la mise en demeure imposant une obligation de moyens mais également de résultats, il est proposé un projet d'arrêté de sanction infligeant une amende à l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traçabilité des déchets entrants

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/12/2022, article 2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, déchets • date d'échéance qui a été retenue : 20/03/2023 |
| Prescription contrôlée : La société Louis VIAL exploitant une installation de regroupement, de transit et de traitement de déchets non dangereux de verre usagé, sise Lieu-dit « Les Bouillens » sur la commune de Vergèze est mise en demeure, pour son site industriel situé à la même adresse, à compter de la notification du présent arrêté: - sous un délai de 3 mois, de respecter les dispositions de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 susvisé. |
| Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection son registre de traçabilité des déchets entrants, dont certaines des informations constatées comme manquantes lors de la dernière visite du 18 octobre 2022 ont été complétées. Toutefois, il manquait encore les informations suivantes: - le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement. Par courriel du 24/07/2023, l'exploitant a déclaré avoir réalisé les actions suivantes en vue de compléter son registre des déchets sortants des informations manquantes : - il a demandé à son principal fournisseur, la société O-I, de lui faire parvenir les informations relatives à ses transporteurs, auxquelles il n'a pas accès directement; - il complète son registre au fil de l'eau de ces informations obtenues directement auprès des transporteurs lors des livraisons de déchets. Le respect des dispositions de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 susvisé devra être confirmé par la transmission, sous 1 mois, d'un extrait du registre des déchets entrants complété des informations manquantes relatives aux transporteurs. A défaut, des suites pourront être proposées. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 2 : Traçabilité des déchets sortants

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/12/2022, article 2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 18/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, déchets• date d'échéance qui a été retenue : 20/03/2023 |
| Prescription contrôlée : <p>La société Louis VIAL exploitant une installation de regroupement, de transit et de traitement de déchets non dangereux de verre usagé, sise Lieu-dit « Les Bouillens » sur la commune de Vergèze est mise en demeure, pour son site industriel situé à la même adresse, à compter de la notification du présent arrêté:</p> <p>- sous un délai de 3 mois, de respecter les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 susvisé.</p> |
| Constats : Il a été constaté que le registre de traçabilité des déchets sortants présenté a été complété des informations manquantes. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Consignes de sécurité

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/12/2022, article 2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Conditions d'exploitation |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 18/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 20/01/2023 |
| Prescription contrôlée : <p>La société Louis VIAL exploitant une installation de regroupement, de transit et de traitement de déchets non dangereux de verre usagé, sise Lieu-dit « Les Bouillens » sur la commune de Vergèze est mise en demeure, pour son site industriel situé à la même adresse, à compter de la notification du présent arrêté:</p> <p>- sous un délai d'un mois, de respecter les dispositions de l'article 2.4. de l'arrêté préfectoral n°12.035N du 4 avril 2012 susvisé.</p> |
| Constats : <p>Par courriel du 29/03/2023, l'exploitant a transmis à l'inspection:</p> <ul style="list-style-type: none">- un exemplaire vierge d'un "plan de prévention" destiné à son personnel et à celui des entreprises extérieures intervenant sur le site, en remplacement du "permis de travail", indiquant, pour les opérations comportant des travaux dangereux, la nature du risque et les mesures de prévention correspondantes (notamment l'interdiction de fumer au niveau des zones à risque d'incendie), ainsi que des consignes de protection de l'environnement;- un exemplaire de "permis de feu", annexé au plan de prévention en cas d'utilisation de point chaud ou de flamme;- une procédure d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations (électricité uniquement, en l'absence de réseaux de fluides);- un plan du site affichant l'interdiction de fumer et d'apporter du feu sur tout le site, et indiquant les zones à risque d'explosion (stockages d'hydrocarbures). <p>Lors de la visite du 04/07/2023, l'inspection a constaté la présence de ces documents à disposition du personnel et des entreprises extérieures. Toutefois, le "permis de travail" est un document obligatoire avant toute opération dans les zones à risque d'incendie ou d'explosion, et doit donc être rétabli en complément du plan de prévention.</p> <p>Par courriel du 24/07/2023, l'exploitant a informé l'inspection que des carnets de permis de travail avaient été commandés et seraient remis en service dès réception, en complément du plan de prévention.</p> <p>Le respect des dispositions de l'article 2.4. de l'arrêté préfectoral n°12.035N du 4 avril 2012 susvisé devra être confirmé par la transmission, sous 1 mois, d'un justificatif du rétablissement du "permis de travail" dans son établissement. A défaut, des suites pourront être proposées.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 4 : Formation et information du personnel.

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/12/2022, article 2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Conditions d'exploitation |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 20/03/2023 |
| Prescription contrôlée : La société Louis VIAL exploitant une installation de regroupement, de transit et de traitement de déchets non dangereux de verre usagé, sise Lieu-dit « Les Bouillens » sur la commune de Vergèze est mise en demeure, pour son site industriel situé à la même adresse, à compter de la notification du présent arrêté: - sous un délai de 3 mois, de respecter les dispositions de l'article 2.2.2. de l'arrêté préfectoral n°12.035N du 4 avril 2012 susvisé. |
| Constats : - Par courriel du 29/03/2023, l'exploitant a transmis à l'inspection un tableau recensant les formations initiales et/ou de recyclage suivies et prévues pour 8 salariés (comprenant M. Morgan ARNAUD embauché le 14/03/2022), portant sur la manipulation des extincteurs et les habilitations électriques, et en vue d'obtenir les certificats d'aptitude requis pour conduire les engins et camions de chantier (CACES R489 cat C1 et E). Il a joint en annexe les devis et attestations de formation correspondantes, ainsi que les conventions de formation professionnelle programmées en vue d'obtenir les certificats d'aptitude requis. Il a également transmis un document d'information mis à disposition du personnel, décrivant le fonctionnement, les détails process et les procédures de maintenance des machines de traitement du calcin. Toutefois, ce document ne décrivait pas les risques associés. - Lors de la visite du 04/07/2023, l'exploitant a présenté à l'inspection les attestations des formations effectivement réalisées. Il a toutefois été constaté que M. Frédéric DELHAYE, nouvellement embauché le 02/05/2023, n'avait pas encore suivi ces formations, et que la formation prévue pour le personnel technique le 12/12/2022 pour obtenir la certification CACES R482 catégorie E (conduite de camion de chantier) n'avait pas été réalisée. L'exploitant a déclaré que seuls M. MORENO et lui-même, disposant du permis poids lourd, sont autorisés actuellement à conduire ces camions et qu'il envisageait de former d'autres salariés. - Par courriel du 24/07/2023, l'exploitant a déclaré avoir contacté CER Lopez pour connaître les dates des formations prévues en août et septembre 2023, et qu'il attendait sa réponse pour programmer celles de M. DELHAYE. Il a ajouté s'être aussi renseigné sur les dates de formation à la conduite d'engins et de camions de chantier pour faire monter ses employés en compétence, en vue de programmer une cession de formation en septembre/octobre. L'exploitant a également déclaré avoir intégré les risques dans le document descriptif des installations, notamment les risques d'explosion. Le respect complet des dispositions de l'article 2.2.2. de l'arrêté préfectoral n°12.035N du 4 avril 2012 susvisé devra être confirmé par la transmission, sous 2 mois, des attestations des formations suivies par M. DELHAYE, et du document descriptif des installations complété des risques inhérents aux différents équipements décrits. A défaut, des suites pourront être proposées. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 5 : Rétentions

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/12/2022, article 2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 18/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 20/01/2023 |
| Prescription contrôlée : <p>La société Louis VIAL exploitant une installation de regroupement, de transit et de traitement de déchets non dangereux de verre usagé, sise Lieu-dit « Les Bouillens » sur la commune de Vergèze est mise en demeure, pour son site industriel situé à la même adresse, à compter de la notification du présent arrêté :</p> <p>- sous un délai d'un mois, de respecter les dispositions de l'article 3.8.1. de l'arrêté préfectoral n°12.035N du 4 avril 2012 susvisé.</p> |
| Constats : L'inspection a constaté que tous les produits dangereux susceptibles d'occasionner une pollution des milieux ont été placés sur des bacs de rétention de capacité suffisante. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 6 : Normes de rejet

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/12/2022, article 2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Eaux industrielles / prévention des pollutions |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 18/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 20/03/2023 |
| Prescription contrôlée : <p>La société Louis VIAL exploitant une installation de regroupement, de transit et de traitement de déchets non dangereux de verre usagé, sise Lieu-dit « Les Bouillens » sur la commune de Vergèze est mise en demeure, pour son site industriel situé à la même adresse, à compter de la notification du présent arrêté :</p> <p>- sous un délai de 3 mois, de respecter les dispositions de l'article 3.6.1. de l'arrêté préfectoral n°12.035N du 4 avril 2012 susvisé.</p> |
| Constats : <p>- Par courriel du 29/03/2023, l'exploitant a déclaré avoir remplacé l'ancien débourbeur-déshuileur par un équipement neuf de capacité 30 l/s équipé d'une alarme sur le compartiment déshuileur en février 2023, afin d'améliorer le traitement des eaux pluviales, en joignant un devis établi le 10/01/2023 par la société STRANIC Terrassement de Vauvert. Il a également transmis à l'inspection le rapport d'analyse du nouveau prélèvement semestriel réalisé sur les eaux pluviales rejetées dans le canal lors d'un épisode pluvieux le 03/03/2023. Les résultats mettent en évidence le respect des valeurs limites pour tous les paramètres sauf un léger dépassement sur la DBO5 (35 mg/l > 30 mg/l), que l'exploitant attribue au relargage de matières organiques accumulées dans les réseaux du fait de la fréquence réduite des précipitations.</p> <p>- Lors de la visite du 04/07/2023, l'exploitant a présenté à l'inspection la facture établie par la société STRANIC Terrassement en date du 17/04/2023, pour les travaux de pose du nouveau séparateur d'hydrocarbure réalisés en date du 09/02/2023.</p> |
| Observations : L'exploitant transmettra à l'inspection les résultats d'analyse du prochain prélèvement sur le rejet aqueux prévu à l'automne 2023 dès leur réception. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 7 : Entretien de l'établissement.

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/12/2022, article 2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'exploitation |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 20/01/2023 |
| Prescription contrôlée : La société Louis VIAL exploitant une installation de regroupement, de transit et de traitement de déchets non dangereux de verre usagé, sise Lieu-dit « Les Bouillens » sur la commune de Vergèze est mise en demeure, pour son site industriel situé à la même adresse, à compter de la notification du présent arrêté : - sous un délai d'un mois, de respecter les dispositions de l'article 2.1.9. de l'arrêté préfectoral n°12.035N du 4 avril 2012 susvisé. |
| Constats : - Par courriel du 29/03/2023, l'exploitant a informé l'inspection avoir fait procéder à un nettoyage complet du site en semaines 1 et 2 de l'année 2023, en vue d'évacuer les poussières de verre et les déchets papier et plastiques en extérieur sur les différents secteurs identifiés, les secteurs périphériques le long des clôtures du site ayant fait l'objet d'une attention particulière. Il a transmis des clichés attestant des interventions réalisées et illustrant l'état du site et des installations suite au nettoyage. Il a également déclaré avoir mis en place une procédure de nettoyage périodique du site avec enregistrement des opérations réalisées et archivage dans un registre de suivi, et que la périodicité du nettoyage serait adaptée en fonction des secteurs concernés, un contrôle de propreté étant réalisé sur l'ensemble du site à fréquence hebdomadaire. - Lors de la visite du 04/07/2023, le registre de suivi des interventions de nettoyage du site présenté pour les mois de janvier, février et mars 2023 indique que des nettoyages ont été effectivement réalisés de façon régulière (13 en janvier, 8 en février et 7 en mars), sur différents secteurs du site. Toutefois, l'inspection a constaté à nouveau la présence d'amas de déchets (plastiques, débris et poussières de verre) le long de la clôture à l'intérieur du site et sur ses abords à l'extérieur du site côté Est, ainsi que sous des palettes côté Nord-Ouest. L'inspection a également constaté la présence d'amas de poussières de verre autour du silo de chargement, dans le local TGBT, et en couche épaisse à l'intérieur de l'usine de traitement (sur les convoyeurs, escaliers, fenêtres, armoires), susceptibles de contaminer l'air ambiant et les eaux pluviales. Ce constat constitue un fait non conforme aux prescriptions de l'article 2.1.9 de l'arrêté préfectoral du 4 avril 2012 et de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14 décembre 2022. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Amende |
| Proposition de délais : 0 jour |

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/12/2022, article 2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions atmosphériques |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 20/01/2023 |
| Prescription contrôlée : La société Louis VIAL exploitant une installation de regroupement, de transit et de traitement de déchets non dangereux de verre usagé, sise Lieu-dit « Les Bouillens » sur la commune de Vergèze est mise en demeure, pour son site industriel situé à la même adresse, à compter de la notification du présent arrêté : - sous un délai d'un mois, de respecter les dispositions de l'article 4.3. de l'arrêté préfectoral n°12.035N du 4 avril 2012 susvisé. |
| Constats : Par courriel du 29/03/2023, l'exploitant a déclaré qu'il n'est pas constaté d'envol de déchets légers ou de poussières de verre à l'extérieur du site et notamment sur la voirie au sud située sous les vents dominants, du fait de la protection offerte par la clôture grillagée existante et la présence de haies, et que les poussières de verre ne présentent pas de risques d'envol en raison de la densité du verre. Il a également argumenté sur le fait que les filets de maille 20x20 mm, actuellement en place autour de la zone de stockage du verre brut, sont destinés à éviter la dispersion des déchets légers de type bouteilles plastiques ou résidus d'emballage plastique ou papiers, mais ne permettent pas la retenue de poussières ou de fragments de papiers issus d'étiquettes du fait de leur maillage trop large, et qu'ils sont susceptibles d'être arrachés par vent fort. En conséquence, et afin de prévenir la dispersion vers l'extérieur du site côté sud, il a proposé un traitement spécifique de la clôture permettant d'opérer un écran à la dispersion des légers sans risque significatif de couchage de la clôture par fort mistral. La solution projetée consiste à implanter en partie basse de la clôture grillagée actuelle un brise-vue synthétique sur une hauteur d'environ 50-60 cm et de remplacer les végétaux actuels par une haie de conifères (feuillage dense et persistant) assurant la protection de la clôture vis-à-vis du vent et faisant écran à la dispersion de légers au-dessus du brise vue. Lors de la visite du 04/07/2023, l'inspection a fait les constats suivants: - les grillages de clôture et le portail étaient toujours dépourvus de filets ou autres dispositifs destinés à éviter l'envol d'éléments légers, - la haie, sensée faire écran aux envols de déchets légers, était absente le long de la clôture Est du site, - la présence de nombreux déchets de plastique le long des clôtures de l'établissement (principalement à l'est et au sud du site sous le vent dominant mais également, dans une moindre mesure, sur la partie nord et ouest du site le long de la clôture et sous les palettes), à l'intérieur mais également à l'extérieur du site sur les bords du chemin d'accès, et d'amas de poussières autour des zones de stockage et dans l'usine de traitement. Ces constats témoignent que les opérations de nettoyage du site et de ramassage des éléments légers ne suffisent pas pour prévenir les envols à l'extérieur, et que les installations ne sont pas aménagés de manière à éviter les émissions de poussières. Les faits constatés constituent des non-conformités aux dispositions de l'article 4.3. de l'arrêté préfectoral du 4 avril 2012, susceptibles de suites s'ils ne sont pas rapidement corrigés. |
| Observations : L'exploitant a transmis à l'inspection, par courriel du 24/07/2023, un devis signé en |

date du 18/07/2023 pour la mise en place de filets brise-vent de type moustiquaire sur les clôtures du site. Il prévoit de mettre en place un filet de 1 mètre de hauteur dès réception pour contenir les petites étiquettes déplacées au sol qui par la suite passent à travers les mailles du grillage de clôture. Il a également validé la réalisation d'analyses des retombées de poussières à l'intérieur et à l'extérieur du site au mois d'août 2023 par l'organisme agréé DEKRA.

Un contrôle de l'absence d'éléments légers à l'extérieur du site et d'amas de poussières à l'intérieur et à l'extérieur du site et les résultats des mesures d'émissions de poussières permettront de juger de l'efficacité des dispositifs et mesures mis en place pour la prévention des envois d'éléments légers et les émissions de poussières.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Emission de poussières

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/12/2022, article 2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions atmosphériques |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 20/06/2023 |
| Prescription contrôlée : La société Louis VIAL exploitant une installation de regroupement, de transit et de traitement de déchets non dangereux de verre usagé, sise Lieu-dit « Les Bouillens » sur la commune de Vergèze est mise en demeure, pour son site industriel situé à la même adresse, à compter de la notification du présent arrêté : - sous un délai de 6 mois, de respecter les dispositions de l'article 4.4. de l'arrêté préfectoral n°12.035N du 4 avril 2012 susvisé. L'exploitant fournit à l'inspection des installations classées un bon de commande dûment validé afférant aux travaux à engager pour assurer la mise en conformité de cet article sous le délai prescrit. |
| Constats : - Par courriel du 29/03/2023, l'exploitant a déclaré à l'inspection : "Les opérations de traitement du verre brut ne sont pas génératrices de poussières devant être captées à la source. Les dépôts de poussières de verre à l'intérieur du bâtiment sont liés à la dispersion de fractions verrières issues des convoyeurs et des systèmes de tri. Ces poussières ont une forte densité et tombent par gravité, elles ne sont pas captables par une simple extraction d'air." Afin de justifier qu'il n'y a pas lieu de mettre en oeuvre des dispositifs de captation et d'aspiration des poussières, une prestation de contrôle des émissions de poussières a été mandatée auprès de l'organisme agréé DEKRA. Les résultats de ces mesures, effectuées au niveau des deux systèmes de captation d'étiquettes et bouchons de bouteille plastique ("cyclones") équipant l'usine, ont mis en évidence des concentrations en poussières de 4 et 12 mg/Nm3, soit des valeurs très inférieures à la valeur seuil de 100 mg/Nm3 définie par l'arrêté ministériel du 02 février 1998 relatif aux Installations soumises à autorisation. Fort de ces résultats, l'exploitant a demandé d'être exempté de la mise en place de systèmes de captation et d'aspiration de poussières et de la surveillance périodique de ces émissions. - Lors des visites du 18/10/2023 et du 04/07/2023, l'inspection a constaté toutefois la présence d'importants amas de poussières dans l'usine de traitement et à l'intérieur du local TGBT, ainsi que sur les aires extérieures au sol autour des zones de stockage et les pistes de circulation. Ces poussières sont susceptibles d'être dispersées dans l'atmosphère et de contaminer les parcelles agricoles et l'habitation voisine. Par ailleurs, les mesures des effluents gazeux ont été réalisées sur des "cyclones", en l'absence de dispositif de captation des poussières. Les résultats de ces mesures, réalisées en dehors du cadre de l'agrément ministériel délivré selon l'Arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère, ne sont pas recevables et ne permettent donc pas de démontrer l'absence de dépassement des seuils d'émissions réglementaires. Ces constats constituent des faits non-conformes aux dispositions de l'article 4.4. de l'arrêté préfectoral du 4 avril 2012, susceptibles de suites s'ils ne sont pas corrigés rapidement. |
| Observations : Par courriel du 24/07/2023, l'exploitant indique qu'il a validé la mise en oeuvre d'analyses de contrôle des retombés de poussières à l'intérieur et à l'extérieur du site. Celles-ci seront effectuées au mois d'août, ainsi que la mesure de rejet de poussières au niveau de ses 2 cyclones dans le respect de la norme. Les résultats de ces mesures seront transmis dès réception à l'inspection, qui jugera de la |

| |
|--|
| pertinence ou non de donner suite à la demande d'aménagement des prescriptions de l'article 4.4. de l'arrêté préfectoral du 4 avril 2012, formulée par l'exploitant, et de proposer à madame la préfète des prescriptions complémentaires éventuelles, le cas échéant. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 10 : Conception des bâtiments et des locaux

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/12/2022, article 2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Risques d'incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 20/06/2023 |
| Prescription contrôlée : La société Louis VIAL exploitant une installation de regroupement, de transit et de traitement de déchets non dangereux de verre usagé, sise Lieu-dit « Les Bouillens » sur la commune de Vergèze est mise en demeure, pour son site industriel situé à la même adresse, à compter de la notification du présent arrêté : - sous un délai de 6 mois, de respecter les dispositions de l'article 7.4. de l'arrêté préfectoral n°12.035N du 4 avril 2012 susvisé. L'exploitant fournit à l'inspection des installations classées un bon de commande dûment validé afférant aux travaux à engager pour assurer la mise en conformité de cet article sous le délai prescrit. |
| Constats : Il a été constaté que la toiture de l'usine de traitement est équipée de lanterneaux d'évacuation des fumées dont la commande d'ouverture automatique est placée à proximité de l'accès principal du bâtiment côté Est. Ce dispositif a été mis en service en avril 2023. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Annexe : Planche photographique



Déchets plastiques le long de la clôture Est



Déchets plastiques et débris et poussières de verre



Déchets plastiques à l'extérieur du site côté Est



Déchets plastiques hors du site, le long du chemin d'accès au site



Amas de poussière côté ouest du site



Plastiques sous palettes au nord-ouest du site



Amas de poussières de verre dans l'usine de traitement



Poussières de verre déposées sur les fenêtres de l'usine



Couche de poussières de verre sur le sol du local TGBT



Amas de poussières de verre dans l'usine

Nîmes,

Cellule Déchets
Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Projet d'arrêté préfectoral

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 2023-0xx-DREAL prononçant une amende à l'encontre de la SAS
Louis VIAL
en application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement**

**dont le siège social est situé 20 avenue de Larzailier 42610 ST ROMAIN LE PUY,
pour les activités de regroupement, de transit et de traitement de déchets non dangereux
de verre usagé,
exploitées Lieu-dit « Les Bouillens », 30310 Vergèze**

La préfète du Gard
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-7, L. 171-8, L. 171-11, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;
- Vu** le code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L121-1 et L122-1 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n°12.035N délivré le 4 avril 2012 à la SAS LOUIS VIAL, réglementant les installations de regroupement, de transit et de traitement de déchets non dangereux de verre usagé, exploitées par la SAS Louis VIAL à l'adresse suivante : Lieu-dit « Les Bouillens », 30310 Vergèze, concernant notamment les rubriques suivantes : 2715 et 2791 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2022-083 DREAL en date du 14 décembre 2022, mettant en demeure la SAS Louis VIAL susvisée, de respecter, à compter de sa notification :
 - l'article 2.1.9. de l'arrêté préfectoral du 4 avril 2012 susvisé au plus tard dans un délai

d'un mois ;

- Vu** le rapport de l'inspecteur des installations classées du 28 juillet 2023 transmis à l'exploitant par courrier en recommandé avec accusé de réception en date du [date], conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- Vu** le courrier en date du [date] informant, conformément au dernier alinéa de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, l'exploitant de l'amende susceptible de lui être prononcée et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;
- Vu** la réponse formulée par l'exploitant, par [courrier postal, courrier électronique] en date du [date] / l'absence d'observations formulées par l'exploitant ;
- Vu** la transmission du projet d'arrêté préfectoral faite à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé réception du [date] ;
- Vu** la réponse formulée par l'exploitant, par [courrier postal, courrier électronique] en date du [date] / l'absence d'observations formulées par l'exploitant.

Considérant que la SAS Louis VIAL a été mise en demeure par l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2022 susvisé, de respecter les dispositions de l'article 2.1.9. de l'arrêté préfectoral du 4 avril 2012 susvisé au plus tard dans un délai d'un mois ;

Considérant que l'article 2.1.9. de l'arrêté préfectoral du 4 avril 2012 susvisé impose que :
« L'établissement et ses abords doivent être tenus dans un état de propreté satisfaisant et notamment les pistes de circulation, les aires de stockage et les conduits d'évacuation doivent faire l'objet de nettoyages fréquents destinés à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes, les envols et entraînements de poussières susceptibles de contaminer l'air ambiant et les eaux pluviales. Les matériels de nettoyage doivent être adaptés aux risques présentés par les produits et poussières. »

Considérant que lors de la visite effectuée le 4 juillet 2023, l'inspection des installations classées a constaté que la SAS Louis VIAL ne respectait pas l'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé pour ce qui concerne les constats énumérés ci-dessous :

- constat n°1 : présence d'amas de déchets (plastiques, débris et poussières de verre) le long de la clôture à l'intérieur du site et sur ses abords à l'extérieur du site côté Est et sous des palettes côté Nord-Ouest ;
- constat n°2 : présence d'amas de poussières de verre autour du silo de chargement, dans le local TGBT, et en couche épaisse à l'intérieur de l'usine de traitement (sur les convoyeurs, escaliers, fenêtres, armoires) ;

Considérant que les prescriptions de l'article de l'article 2.1.9. de l'arrêté préfectoral du 4 avril 2012 susvisé ne sont pas respectées, dans la mesure où l'établissement exploité par la SAS Louis VIAL et ses abords ne présentent pas un état de propreté satisfaisant malgré les opérations de nettoyage qu'il a mis en œuvre ;

Considérant que la présence d'amas de déchets plastiques et de poussières de verre sur ce site porte atteinte aux intérêts protégés visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement dans la mesure où les envols et entraînements de plastiques et de

poussières sont susceptibles de contaminer l'air ambiant et les eaux pluviales ;

Considérant que ce non-respect constitue un manquement caractérisé à la mise en demeure susvisée ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de prononcer envers la SAS Louis VIAL le paiement d'une amende administrative conformément aux dispositions du 4° de l'article L.171-8 ;

Considérant que compte tenu du coût estimé de l'emploi à temps complet d'un agent technique pendant un mois économisé du fait du non-respect des prescriptions, le montant total peut être fixé à 3000 euros ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard :

ARRÊTE

Article 1. MONTANT ET TITRE DE PERCEPTION

Une amende administrative d'un montant de 3000 euro (trois mille euros) est infligée à la SAS LOUIS VIAL (SIRET 30518849200014), sise sur le territoire de la commune de VERGEZE à l'adresse suivante Lieu-dit « Les Bouillens », 30310 Vergèze pour le non-respect des termes de la mise en demeure signifiée par l'arrêté préfectoral n°2022-083 DREAL en date du 14 décembre 2022.

A cet effet, un titre de perception d'un montant de 3000 euros (trois mille euros) est rendu immédiatement exécutoire auprès de Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques d'Occitanie.

ARTICLE 2. FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 3. INFORMATION DES TIERS (art. R.171-1 du code de l'environnement)

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Gard pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 4. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS (art. L. 171-11 du code de l'environnement)

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nîmes, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un

délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 5. EXÉCUTION – AMPLIATION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Gard, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées, le Directeur Régional des Finances Publiques d'Occitanie, le maire de VERGEZE, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à l'exploitant.

La préfète